

Lorsqu'on songe que l'intérêt seulement sur la dette publique sera de l'ordre de 18 millions de dollars par jour cette année, c'est à faire réfléchir, monsieur l'Orateur; 18 millions par jour qu'on paiera en intérêt seulement en 1978. En 1975, la dette du Canada était de 19 milliards, alors qu'au 31 mars 1978, elle était de 39 milliards 800 millions. Elle sera de 51 milliards 300 millions au 31 mars 1979. Quand donc tout cela cessera-t-il, monsieur l'Orateur?

Sait-on qu'aujourd'hui l'endettement est devenu un avoir, un actif? On a eu beau rire de la «piastre à Caouette», mais la «piastre flottante à Chrétien» est beaucoup plus farfelue et a beaucoup moins de valeur. Face à 1,045,000 chômeurs, le ministre n'a pour toute solution que d'exhorter la population à dépenser davantage. Consommez davantage, endettez-vous davantage, vos enfants paieront les intérêts pour vous s'ils en ont encore la capacité! Le ministre reproche aux travailleurs de ne pas assez dépenser, comme à ceux qui ont des réserves de ne pas risquer des investissements. Eh bien moi, je dis, monsieur l'Orateur, qu'on devrait aller rencontrer les familles pour faire les calculs, afin qu'elles aient la volonté de concentrer leurs réserves pour les utiliser pour les membres de leur famille afin de former un dépôt familial, une caisse familiale, afin que si un membre de la famille a besoin d'acheter une voiture, ou un meuble, qu'il prenne le montant à même le dépôt familial et rembourse ensuite au dépôt familial, sans intérêt, bien entendu. Le dépôt familial fait partie de la famille, sans intérêt.

● (1712)

Il y en a déjà plusieurs, monsieur l'Orateur, qui font cela, et j'en connais qui ont construit une maison à leur fils au moyen du dépôt familial, avec le dépôt, parce que le dépôt était rendu important—quand il y a 15 ou 20 personnes qui déposent à chaque mois—eh bien, sa maison lui coûte \$30,000, il aurait pris 30 ans à la payer au taux d'intérêt actuel, il aurait payé \$90,000 dans 30 ans, et ce jeune homme qui a construit sa maison a pris l'argent dans le crédit de la famille, il va payer exactement \$30,000 à \$200 par mois et dans sept ans et demi il sera propriétaire d'une maison, tandis que par la finance, au bout de 30 ans sa maison aurait été finie, il serait prêt à mourir et il ne serait pas encore propriétaire. Cela est arrivé d'ailleurs à un de mes amis qui vient de mourir, qui a travaillé comme un «enragé» tout le temps de sa vie, qui a élevé 9 ou 10 enfants, qui est mort subitement, et sa femme, en guise de consolation, lorsque je suis allé la voir, m'a dit: Au moins cela a «clairé» notre maison. Imaginons que cet homme s'est battu toute sa vie et il a fallu qu'il meure pour laisser quelque chose à ses enfants.

Eh bien, je dis qu'il faut absolument éduquer les gens dans ce sens, et si nous pouvions les convaincre de diminuer leur train de vie pour cinq ans afin d'accumuler pendant cinq ans en vue d'amasser un capital, eh bien, nous causerions la mort, monsieur l'Orateur, à tous les plans de finance, tous les petits plans qui prêtent à 20 et 24 p. 100 aujourd'hui, ce serait leur mort si on parvenait à faire comprendre cela à la population. Cela, monsieur l'Orateur, c'est du crédit social et il est appliqué dans certains endroits et cela réussit à merveille. Ce n'est pas un endettement perpétuel. En parlant d'endettement, j'ai justement en main un article d'un journal de Richard Johnson, et je cite:

La dette de chaque travailleur canadien se chiffre à \$10,600.

Budget—M. Gauthier (Roberval)

Selon les derniers chiffres publiés par Statistique Canada la dette canadienne envers le monde vient tout juste de toucher \$106 milliards, c'est-à-dire une hausse de 10.4 pour cent sur l'an dernier.

C'est assez élevé, monsieur l'Orateur, 10.4 p. 100 de hausse sur l'an dernier.

Cela signifie tout simplement que chacun des dix millions de travailleurs au pays doit \$10,600 comparativement à 9,600 l'an dernier. Ça nous fait une belle jambe! Et après cela on se demande pourquoi le dollar canadien perd sans cesse de la valeur!

Cette somme de \$106 milliards représente le total des dettes des gouvernements (fédéral, municipal, provincial) des compagnies et des individus aux prêteurs étrangers.

Tout ce que nous allons chercher à l'étranger, c'est le signe de piastre, parce qu'on est trop lâche pour le faire chez nous.

La dette canadienne à l'étranger a augmenté très rapidement au cours des dernières années alors que les entreprises et les divers gouvernements en particulier ont emprunté fortement sur les marchés internationaux et sur celui de New York. La dette a augmenté de plus de \$18 milliards au cours des trois dernières années seulement alors qu'il a fallu quinze ans pour atteindre une telle somme.

Ces emprunts en dollars américains, francs suisses, marks allemands et yens japonais nous coûteront de plus en plus cher à rembourser alors que notre dollar perd de la valeur. Ainsi les Canadiens ont payé l'an dernier environ \$9 milliards en intérêts seulement sur les emprunts à l'étranger. Vous serez sans aucun doute heureux d'apprendre que ces remboursements d'intérêts se font à même nos taxes, nos impôts et les produits que nous achetons. Et plus notre dollar baissera, plus il nous faudra payer cher pour rembourser les intérêts.

Ainsi le service de la dette coûte environ \$900 à chaque travailleur.

Tous sont convaincus aujourd'hui que ce sont les intérêts trop élevés qui sont la première cause de l'inflation et la ruine de notre économie. Qu'est-ce que le gouvernement nous propose pour contrer cette inflation? Il hausse les intérêts encore davantage. Aujourd'hui, un jeune homme qui désire une maison devra en payer trois à la finance et une à l'entrepreneur. Tous se rendent compte de cette réalité. Tout le monde comprend cela. Quand on fait le calcul, tout le monde l'admet. Cela est vrai. Tous admettent que cela est insensé, que le gouvernement devrait réduire et geler les taux d'intérêt. Ce sont ces fameux taux d'intérêt, et capitalisés encore par-dessus le marché, qui ruinent notre peuple.

Le ministre dit qu'en 1974-1975 il a réduit la croissance des dépenses de 26 p. 100. Cela paraît bien. Regardons bien. Il a réduit la croissance de ses dépenses de 26 p. 100, en 1975-1976 de 18 p. 100 et les autres années de 10 p. 100. Mais tout dépend quel taux de croissance il avait prévu. Est-ce 20 p. 100, 30 p. 100 ou 40 p. 100 de taux de croissance? C'est ça qu'il est intéressant de savoir. Il ne le dit pas.

Si le ministre voulait être honnête avec la population, il utiliserait le langage qu'elle connaît en lui disant quel est le taux d'augmentation de ses dépenses annuelles, puisque, après tout, il y a une augmentation des dépenses chaque année. Pourquoi alors parler de réduction. C'est toujours là un mot pour flatter. Pourquoi alors parler de réduction alors qu'il devrait plutôt dire augmentation? Et, dans quel secteur trouve-t-on ces augmentations? Dans les biens de services. Bien sûr, il faut bien protéger nos amis, c'est-à-dire dans le fonctionnarisme. Tous les anciens députés en sont rendus là, bien sûr. Nous sommes administrés par une bureaucratie qui n'a qu'un but: doubler si possible le nombre de fonctionnaires. Les fonctionnaires qui ont préparé l'exposé du ministre ont songé à tout, pour que notre économie paraisse aller de l'avant, alors qu'elle fait un recul énorme.